

Projet de note conceptuelle

Réunion de concertation de haut niveau sur les conflits et le développement au Sahel, dans la région des Grands Lacs et dans la Corne de l'Afrique

2-3 octobre 2015

Accra (Ghana)

I. Introduction et contexte

Au cours des deux dernières décennies, le continent africain a enregistré des taux de croissance économique impressionnants et a par conséquent été considéré comme l'une des régions du monde à la plus forte croissance. Les taux de croissance exceptionnels des pays africains ont été en partie possibles grâce aux progrès tout aussi remarquables que ces derniers ont réalisés dans les domaines de la gouvernance économique et politique, ainsi qu'aux améliorations en termes de paix et de sécurité. Une des indications clefs de l'amélioration des conditions de paix et de sécurité en Afrique est la réduction considérable du nombre et de l'échelle des conflits sur le continent. Ce progrès, qu'il faut saluer, demeure cependant dans une large mesure fragile et réversible. Certaines parties du continent, telles que les Grands Lacs et la Corne de l'Afrique, qui ont connu des conflits parmi les plus violents et les plus complexes, n'ont pas encore atteint la stabilité et la paix, malgré de longues années de médiation régionale et internationale et de mesures de maintien et de consolidation de la paix. De plus, ces dernières années, le continent a vu naître de nouveaux conflits, comme ceux en cours le long de la ceinture sahélienne et dans certaines parties de la Corne de l'Afrique, menés par des acteurs complètement nouveaux, qui tendent à employer des méthodes et tactiques, notamment de guerre non conventionnelle, qui continuent de prendre les civils non armés pour cibles. Il va sans dire que les tactiques utilisées dans ces nouveaux conflits apparaissent de plus en plus comme dépassant la compétence de l'architecture de paix et de sécurité de l'Union africaine et de ses communautés économiques régionales, qui en est à ses débuts.

Dans l'ensemble, la persistance des conflits dans certaines parties du continent a et continuera d'avoir de lourdes incidences sur l'aspiration de l'Afrique à la transformation socioéconomique et au développement durable. Les dirigeants du continent, à tous les niveaux, sont parfaitement conscients des contraintes que les conflits et l'instabilité qui les accompagne continuent de faire peser sur les initiatives de développement, y compris de l'effet négatif qu'ils auront certainement sur l'action visant à inscrire dans le long terme le développement naissant et à concrétiser le programme de transformation, contenu dans l'Agenda 2063.

C'est dans ce contexte et dans le cadre du partenariat stratégique qui associe depuis longtemps l'Union africaine et la Commission économique de l'Afrique (CEA) que la Présidente de la Commission de l'Union africaine, M^{me} Nkosazana Dlamini Zuma, a demandé à la CEA, par l'intermédiaire du Cabinet de son Secrétaire exécutif, M. Carlos Lopes,

d'envisager d'entamer des recherches et des analyses poussées sur les causes profondes des conflits dans certaines régions du continent, en particulier les Grands Lacs, le Sahel et la Corne de l'Afrique, ainsi que d'évaluer les coûts et conséquences de ces conflits sur le développement des pays, des régions et du continent africain dans son ensemble, y compris sur son programme de transformation. En plus de contribuer à l'explication du lien entre conflits et développement, il est prévu que ces études aident à formuler des stratégies claires et des recommandations politiques à verser aux efforts régionaux, continentaux et mondiaux en cours visant à établir la paix et la sécurité sur le long terme dans le continent, ce qui est essentiel à la croissance économique durable et à la transformation socioéconomique.

Les régions des Grands Lacs, de la Corne d'Afrique et du Sahel ont été choisies pour faire l'objet de trois études parce que, d'une part, elles ont été le théâtre pendant des années de conflits inextricables – dans le cas de la Corne de l'Afrique et de la région des Grands Lacs – et d'autre part, ils constituent un nouvel axe de conflit et d'instabilité – dans le cas du Sahel. Le Groupe de la gouvernance et de la sécurité humaine de la nouvelle Division du renforcement des capacités de la CEA a été chargé d'accomplir cet important travail, dans le cadre de la mission de la Division consistant à fournir un appui ciblé et cohérent en termes de renforcement des capacités aux États membres et aux institutions de l'Union africaine.

La réalisation de ce travail a fait intervenir des débats, des analyses et des consultations sérieux à différents niveaux et avec des experts tant de la CEA que d'institutions universitaires et politiques de renom. Au fil de ces consultations et dialogues, un consensus s'est dégagé sur la nécessité de structurer et de réaliser ces études de manière à ajouter de la valeur à la documentation et aux travaux de recherche existants sur les conflits en Afrique, ainsi que d'adopter de nouveaux points de vue originaux, y compris sur la manière d'aborder la résolution des problèmes posés par les conflits sur le plan du développement et du programme de transformation de l'Afrique. La décision a dès lors été prise en toute connaissance de cause de centrer ces études sur l'analyse et le dénombrement des causes profondes des conflits et de leurs effets sur le développement, dans le but d'affiner la compréhension des causes de la guerre et d'inspirer les stratégies visant à trouver des solutions durables aux conflits en Afrique, et en particulier dans ces trois régions.

II. Raison d'être

Les trois études, portant respectivement sur la région des Grands Lacs – l'accent étant mis sur la République démocratique du Congo, la Corne de l'Afrique et le Sahel, ont été réalisées et soumises à des experts pour validation lors de plusieurs réunions de groupe d'experts, au cours desquelles les documents ont été sérieusement examinés et enrichis.

La concertation sur les politiques constitue l'une des six lignes de service dans le domaine du renforcement des capacités au moyen desquelles la CEA cherche à contribuer à des débats éclairés et à des avancées dans l'intégration régionale et la transformation structurelle, grâce à des options politiques bien formulées et ciblées, fondées sur des recherches axées sur l'observation des faits et bien étayées. Cette réunion de concertation de haut niveau est organisée dans le cadre de la stratégie de la Division du renforcement des capacités et de la CEA visant à garantir que l'interface essentielle entre production des connaissances et diffusion des connaissances soit maintenue.

Les trois études seront donc soumises aux praticiens pour débat lors de cette réunion de haut niveau, dans le but de faciliter l'adoption et la mise en œuvre des principales conclusions

et recommandations politiques présentées dans les études, ainsi que de faciliter un accord sur une stratégie globale à cette fin.

III. Objectifs

La réunion de concertation de haut niveau vise à permettre aux États membres de prendre la pleine mesure des résultats des études, de souscrire aux options politiques proposées dans les documents et de ne pas négliger les lacunes dans les pratiques et les manières actuelles d'aborder les conflits sur le continent, ainsi que de se diriger vers les éléments centraux de politiques qui soient utiles à leur action destinée à prévenir et gérer les conflits, dont les efforts de développement et de reconstruction après les conflits.

Plus particulièrement, la réunion de concertation de haut niveau devrait, entre autres :

- Affiner la compréhension des causes profondes des conflits et fournir des indications aux praticiens et décideurs sur la manière de les cerner et de s'y attaquer ;
- Susciter une meilleure appréciation du lien entre conflits et développement, notamment les contraintes que les conflits font peser sur le programme de transformation socioéconomique de l'Afrique ;
- Améliorer la compréhension et les connaissances concernant l'élaboration et la mise en œuvre des politiques en faveur de la paix et de la sécurité, envisagées comme des piliers cruciaux du développement ;
- Faciliter l'échange de vues et de données d'expérience des pays (réussites, problèmes et enseignements à tirer) concernant l'élaboration et la mise en œuvre des politiques sur les effets et les coûts des conflits sur le développement en Afrique et en dehors ;
- Encourager le dialogue, l'interaction et le partage de données d'expérience entre des responsables de haut niveau (secrétaires permanents, praticiens des affaires étrangères, praticiens de la paix et de la sécurité) ;
- Guider l'ajustement des services consultatifs sur la base des résultats des débats ;
- Servir d'espace à la reconstitution d'un réseau panafricain au plus haut niveau technique sur les conflits et le développement.

IV. Structure de la réunion de concertation

Les délibérations et débats durant la réunion de concertation de haut niveau seront structurés autour des titres et thèmes des trois études, de questions clés telles que les causes profondes des conflits (causes structurelles, immédiates et facteurs qui entretiennent les conflits) et les conséquences sur le développement des conflits (économiques, sociales, institutionnelles, etc.), ainsi qu'autour des moyens politiques par lesquels s'attaquer aux causes profondes des conflits et à leurs effets sur le développement. La réunion sera interactive et permettra un dialogue réfléchi à propos des conclusions des études et des expériences des participants.

V. Participants

La réunion de concertation de haut niveau vise les directeurs généraux et les secrétaires permanents des ministères des affaires étrangères. Elle comptera également avec la participation de représentants de la Commission de l'Union africaine, des communautés économiques régionales, de l'Agence de planification et de coordination du NEPAD, de la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique et de la Banque africaine de développement, ainsi que d'un certain nombre de représentants des milieux universitaires et des institutions de recherche versés dans le domaine politique, qui feront part de leur point de vue et de leurs expériences.

VI. Date et lieu

La réunion de concertation de haut niveau se tiendra à Accra (Ghana), les 2 et 3 octobre 2015.

VII. Coordonnées des personnes de contact

Pour de plus amples informations, veuillez contacter :

M. Adeyemi Dipeolu
Directeur de la Division du renforcement des capacités
Commission économique pour l'Afrique
Tel: +251 (0) 11 544-3576
Courriel: adipeolu@uneca.org

M^{me} Emebet Mesfin
Spécialiste de la gouvernance et de l'administration publique
Division du renforcement des capacités
Commission économique pour l'Afrique
Tel: + 251 (0) 11 544-5486
Courriel: emesfin@uneca.org